





## Le 9 avril, tous et toutes ensemble on reprend la rue!

Le 9 avril, contestons le vol du fruit de notre travail et la stigmatisation de tous ceux et celles qu'exclut le système d'exploitation du plus grand nombre par une infime minorité.

Le 9 avril, refusons une société de cupidité au profit d'une minorité de privilégiés, société qui engendre toujours plus d'inégalités et de dégâts sociaux et écologiques. Le 9 avril, défendons les services publics, patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas, et l'intérêt général.

Le 9 avril, montrons notre volonté de lutter contre les politiques d'austérité et de régression sociale, contre les attaques patronales.

## Mais les "politiques d'austérité", c'est quoi

Les politiques d'austérité c'est se soumettre aux lois des marchés financiers qui font payer la crise et les dettes publiques aux salarié-es, aux retraité-es, aux chômeurs-euses.

Les politiques d'austérité c'est l'argent public dilapidé dans des exonérations fiscales sans fin au profit des entreprises et des banques et au détriment du financement des protections sociales de toutes et tous.

Les politiques d'austérité c'est le gel des salaires dans le privé comme dans le public, pendant que les profits et les dividendes distribués aux actionnaires explosent.

Les politiques d'austérité c'est l'ensemble des mesures anti sociales comme la loi Macron qui facilite le travail de nuit et du dimanche, la précarité et les licenciements.

Les politiques d'austérité c'est la financiarisation d'économie et le TAFTA.

Les politiques d'austérité c'est organiser la misère et nourrir les replis identitaires et la montée de l'extrême droite raciste. Voilà pourquoi nous devons reprendre la rue, mettre toutes nos forces dans la réussite des grèves et manifestations le 9 avril.

Le 9 avril doit être aussi une étape importante vers la construction d'une mobilisation dans la durée. Partout dans les régions, les quartiers, les entreprises, les services, c'est à nous toutes et tous de décider des suites à donner à cette première journée de mobilisations.

## Contre l'insatiable richesse.

Les chiffres mettent en lumière l'indécente concentration des richesses par une couche de plus en plus restreinte de riches dans le monde. La part du patrimoine mondial détenue par les 1 % les plus riches est passée de 44% en 2009 à 48 % en 2014, et la fortune des 80 personnes les plus riches s'élevait en 2014 à 1 900 milliards.

- Pendant qu'on nous appauvrit, les quatre dirigeants de PSA Peugeot Citroën ont augmenté de près de 6 millions d'euros leur rémunération en 2014.

- Pendant qu'on nous pompe, le nouveau PDG de Sanofi reçoit une prime de bienvenue de 4 millions d'euros.
- Pendant que les politiques sociales et les services publics sont laminés, Mac Do pratique l'optimisation fiscale au Luxembourg. En France, la fraude et l'évasion fiscale sont une perte sèche évaluée entre 60 et 80 milliards, autant de richesses produites par les salariés-es détournées dans les paradis fiscaux et la spéculation. Les dividendes versés aux actionnaires explosent, plus 30 % en 2014, soit plus de 56 milliards d'euros. Et pendant ce temps, le gouvernement Valls/Hollande arrose les multinationales à coups de milliards via le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), recule devant les exigences du patronat, cède aux lois de la finance, bafoue le droit de l'environnement au profit des intérêts économiques.

## ... imposons la justice sociale

La contestation et les résistances sociales montent dans plusieurs pays européens. La Grèce est aujourd'hui un symbole. En France, déjà des mobilisations ont lieu dans le privé comme dans le public, dans les localités, les branches, contre les licenciements, pour des augmentations salariales, pour préserver les moyens des services publics et améliorer les conditions de travail. Construisons les convergences indispensables pour inverser le rapport de forces. Unissons nos forces pour imposer une autre répartition des richesses et satisfaire les besoins sociaux fondés sur l'égalité et la solidarité :

- SMIC à 1700 euros net, augmentation des salaires, des pensions, des allocations chômage et minima sociaux.
- Réduction du temps de travail pour aller vers les 32h, avec embauches correspondantes, respectant les conditions de travail, la vie privée des travailleurs-euses.
- Maintien du salaire entre deux emplois, obligation de reclassement des salarié-es sans limite de temps, financement patronal mutualisé pour garantir ces droits.
- Droit de veto contre les licenciements, maintien et extension des droits d'expression et de représentation dans les entreprises, les associations et les administrations sur les questions économiques, sociales, environnementales et de santé au travail.
- égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la fin des discriminations pour tous.
- Renforcement des emplois et des services publics.

Reprenons l'offensive, Retrouvons la force et la dignité de l'action collective!

RASSEMBLEMENT METZ, place Mazelle, 15h00

Avec SUD agir pour ne pas subir!